

Communiqué de presse du 22 septembre 2022

Le HCE appelle à l'intransigeance pour les violences sexistes et sexuelles en politique

Depuis plusieurs mois, la **sphère politique est bousculée par des témoignages de femmes prenant la parole pour dénoncer les violences dont elles ont été victimes**. S'y ajoutent propos sexistes, intimidation, menaces, provocations et fausses informations à l'égard des femmes de pouvoir¹. Ces violences ne sont pas toujours condamnées à la hauteur de leur gravité.

Les personnes mises en cause pour violences n'ont pas leur place au sein des institutions représentant la société (Gouvernement, Parlement, communautés, assemblées locales...) parce qu'il s'agit de violences sexistes et sexuelles qui doivent être systématiquement dénoncées ; parce que les politiques, qui exercent le pouvoir, doivent être particulièrement exemplaires et parce que les violences faites aux femmes en politique les détournent de ce champ où elles devraient avoir toute leur place. **Le Haut Conseil à l'Égalité appelle les institutions et les partis politiques à l'intransigeance vis-à-vis des politiques accusés-es de violences sexistes et sexuelles.**

Face à ce constat alarmant, les victimes doivent être protégées et les auteurs de violences écartés. Ainsi, le Haut Conseil à l'Égalité appelle à :

- **Mandater une instance indépendante, comme la HATVP, pour effectuer un contrôle de la situation des personnalités politiques avant le début de leur mandat au prisme des violences sexistes et sexuelles.**
- **Rendre systématique la peine complémentaire d'inéligibilité des élus condamnés pour violences.**
- **Créer des réseaux de référent-es antiviolences et de cellules de vigilance dans les partis politiques et institutions.**

Sylvie Pierre-Brossolette, présidente du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes : **« L'exemplarité des personnalités élues ou nommées est au cœur des enjeux de parité et de lutte contre les violences sexistes et sexuelles. L'intransigeance dans le traitement de ces situations doit être à la hauteur de cette exemplarité. »**

Contact presse : Marylie Breuil / 06 49 56 85 43, marylie.breuil@pm.gouv.fr

¹ La recrudescence d'attaques sexistes à l'encontre des femmes de pouvoir inquiète au niveau international - Geo.fr